

## La qualité de vie dans la région de Labé

### *Résumé*

L'amélioration de la qualité de vie figure souvent parmi les objectifs ultimes des stratégies et politiques de développement, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Néanmoins, la notion de la qualité de vie n'est que rarement clairement définie. En Guinée, cette notion figure dans les objectifs à moyen et long terme du Gouvernement, notamment dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et le plan prospectif « Guinée : Vision 2010 ». En Guinée non plus, la notion de la qualité de vie n'est nulle part définie. Lors d'un séminaire GTZ de formation en matière de Développement économique local (DEL), qui a eu lieu en décembre 2006 à Labé, une trentaine de participants issus du secteurs public et privé ont été interrogés sur leur compréhension de la qualité de vie dans leur région. L'analyse des réponses révèle la dominance des facteurs économiques : les infrastructures économiques (routes, électricité, eau, communication), le développement du secteur privé et la bonne gouvernance & administration sont les principaux facteurs déterminants de la qualité de vie dans les 5 préfectures de la région. Selon les perceptions des participants, ces facteurs expliquent environ 75% de la qualité de vie. Par contre, les facteurs physiques (environnement, logement, sécurité) et sociaux (éducation, santé, culture, participation, loisirs) jouent des rôles plutôt marginaux. Même si l'approche méthodologique de l'analyse n'est sans faiblesses, les résultats de ce petit sondage peuvent nous animer à réfléchir davantage sur la pertinence des programmes et politiques de développement nationaux, régionaux et sectoriels par rapport aux besoins et aux perceptions des groupes cibles.

### *Introduction*

Aujourd'hui la « qualité de vie » est bien établie dans le langage des politiques économiques et sociales. Par exemple, selon le directeur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Kevin Watkins, « l'ultime étalon de mesure du progrès est la qualité de vie des populations ». On parle d'habitude de qualité de vie pour décrire un développement harmonieux, respectueux de la qualité de l'environnement et des aspirations des populations. Cependant, à y regarder de plus près, les contours de cette notion restent flous, et aucun standard international ne définit ce concept de critères précis. Alors, qu'est-ce que la qualité de vie ?

La qualité de vie est une notion complexe. Elle est pluridimensionnelle, c.-à-d. elle touche tous les domaines importants de la vie. Elle dépend non seulement des conditions de vie objectives mais aussi des perceptions subjectives qu'en ont les individus. Par ailleurs, elle est en rapport avec des valeurs telles que l'égalité des chances ou la cohésion sociale. Elle présente des liens étroits avec la pauvreté au sens large, qui met souvent l'accent sur le dénuement matériel. En effet, la pauvreté au sens large n'est rien d'autre qu'une qualité de vie sensée être inadéquate par rapport aux besoins humains.

De nombreuses définitions ont été élaborées qui font de la qualité de vie une grandeur observable et mesurable. Ces définitions se limitent généralement aux aspects essentiels de la vie :

- Pour certains, c'est l'argent qui est l'essentiel. Donc, de nombreux indicateurs habituels du développement économique, comme le Produit Intérieur Brut (PIB), ne tiennent pas compte des problèmes sociaux et écologiques. Toutefois, le PIB est étroitement lié à la pauvreté au sens strict qui se définit en termes de revenu disponible par habitant.

- L'indice de développement humain (IDH) du PNUD est basé sur 4 critères: l'espérance de vie, l'alphabétisation des adultes, la scolarisation dans l'enseignement primaire et le revenu par habitant.
- Le Questionnaire unifié des indicateurs de développement (QUID), issu d'une étude lancée par la Banque mondiale en 1998, se concentre sur les indicateurs décrivant l'accès aux différents services, leur utilisation et le niveau de satisfaction des utilisateurs. Dans le secteur de l'éducation, par exemple, les indicateurs d'accès comprennent notamment la distance qui sépare le domicile à l'école primaire et à l'école secondaire; les indicateurs d'utilisation comprennent les taux d'inscription à l'école secondaire et à l'école primaire; et les indicateurs de satisfaction sont basés sur des questions d'opinion pour indiquer l'appréciation par les ménages de la qualité des services de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente.
- La revue GLOBECO publie chaque année depuis l'an 2000 des indices généraux sur l'état du monde. Son indice du bonheur mondial est bâti à partir de 40 données statistiques qui sont regroupées en 4 chapitres: la paix et la sécurité; la liberté, la démocratie et les droits de l'homme; la qualité de la vie; l'intelligence, la communication et la culture. Quant à la qualité de vie, celle-ci est déterminée par 5 variables: Le PIB par tête, le coefficient de GINI (une mesure de la distribution des revenus), l'espérance de vie à la naissance, les suicides et la pollution de l'air.

Evidemment, l'argent ne fait pas bonheur, mais les écoles et les hôpitaux peut-être non plus, si l'on en croit l'étude menée par Ronald Inglehart, chercheur à l'Université du Michigan (Etats-Unis), qui a analysé des sondages effectués dans 82 pays. Il en a tiré un indice mélangeant le bonheur (personnes se déclarant heureuses) et la satisfaction (personnes se déclarant satisfaites de la vie qu'elles ont). Les habitants les plus contents sont ... à Porto Rico, dans un pays où le PIB est deux fois moins qu'en France. Ce résultat n'est pas isolé: Robert Biswas-Diener et Richard Layard, deux autres chercheurs, ont mené des études similaires, avec les mêmes conclusions et un classement assez proche de celui de Ronald Inglehart. Quelles peuvent être les conclusions à en tirer pour les politiques de lutte contre la pauvreté? Pour l'instant, cette question peut rester ouverte.

### ***Les expériences de la Guinée***

La qualité de vie a été explicitement ciblée par la politique prospective du Gouvernement guinéen, élaborée en 1996 et publiée dans le document « Guinée : Vision 2010 », l'objectif de cette politique étant de réduire la pauvreté et d'améliorer continuellement le niveau et la qualité de vie des populations. A ce fin, plusieurs champs d'activités ont été préconisés, notamment l'investissement dans les ressources humaines (éducation, santé, formation) et la production, la promotion de l'emploi et l'accès aux ressources, la croissance économique forte et soutenue, la mise en place d'un système de gestion adéquat, et la promotion de la participation et de l'équité. Néanmoins, le document ne précise ni la définition de la qualité de vie, ni les indicateurs de son suivi.

Deux expériences en matière de définition et de spécification de la qualité de vie en Guinée méritent d'être mentionnées ici:

- La carte de l'incidence de la pauvreté en Guinée, présentée dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2002), s'est basée sur un indice synthétique de 15 indicateurs, établi par le Ministère du Plan et de la Coopération et publié en 1999. Il s'agit des indicateurs suivants: Le nombre de points d'eau par 100 km<sup>2</sup>; le pourcentage de pistes réhabilitées ou construites; le pourcentage de routes viables; le taux d'électrification; le nombre de postes téléphoniques privés; la surface de bas-fonds aménagés; la surface de plaines aménagées; la surface totale cultivée par actif; la proportion d'exploitants encadrés par des projets; le nombre d'habitants pour un centre de santé; le nombre

d'habitants pour un médecin ou une infirmière; le taux brut de scolarité; le nombre d'habitants par fonctionnaire; le montant des salaires, retraites et pensions versés par l'Etat (en FG par personne); le montant des investissements prévus par les CRD (en FG). Il s'agit ici d'une mesure multidimensionnel de la qualité de vie, même si l'accent a été mis sur l'identification et la localisation de la pauvreté.

- Le Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB) s'est inspiré de l'approche QUID (voir ci-dessus). L'enquête QUIBB, portant sur un échantillon de 7612 ménages, a été réalisé du 24 octobre 2002 au 24 février 2003 dans toutes les régions de la Guinée. Elle a fourni les principaux indicateurs de base du bien-être, relatifs à l'alphabétisation des adultes, l'éducation de base, la santé et la nutrition, l'accès à l'eau potable et l'emploi. Les indicateurs d'éducation et de santé se sont centrés sur l'utilisation, l'accès et la qualité des prestations de services fournis. L'enquête a cerné également les caractéristiques de l'habitat, les avoirs, l'accès aux infrastructures communautaires (marchés et services de transport public) et la perception des ménages sur leur propre situation économique et sur celle de leur communauté.

Jusqu'à présent, la notion de la qualité de vie ne figure guère de manière explicite dans les stratégies de réduction de la pauvreté en Guinée, ni au niveau national, ni au niveau des régions administratives :

- Dans le DSRP de la Guinée (janvier 2002), il y a deux références à la notion de la qualité de vie : (i) en expliquant, dans l'esprit de Kevin Watkins, les origines de l'IDH (« ...l'enjeu étant de placer l'homme au cœur du processus de développement, en considérant l'amélioration du bien-être et de la qualité de la vie comme objectif ultime de la nouvelle démarche ») et (ii) en dénombrant les objectifs de la politique éducative (dont de « contribuer à une meilleure qualité de la vie des populations ».)
- La stratégie (récemment révisée) de la région de Labé met l'accent sur l'aspect environnemental : « La dégradation des ressources floristiques, édaphiques et faunistiques, due essentiellement à l'Homme, s'est accomplie en affectant l'espace environnemental de la région. ... Les conséquences sur la qualité de la vie sont énormes et de nature à accentuer la paupérisation. »

En résumé, on peut constater qu'en Guinée, la notion de la qualité de vie n'est pas encore bien définie. Son amélioration est parfois considérée comme objectif ultime des politiques économiques et sociales, et sa détérioration figure souvent parmi des effets néfastes des échecs politiques, à savoir de la mauvaise gouvernance. Néanmoins, sa signification reste floue, même si son importance n'est pas mise en question.<sup>1</sup>

Donc, la question se pose, comment rendre la notion de la qualité de vie plus concrète, plus mesurable, surtout pour les besoins des politiques économiques et sociales qui visent son amélioration au niveau de principaux impacts auxquels elles devraient contribuer?

### *Approche méthodologique*

Lors d'une formation en matière de Développement économique local (DEL), tenue du 11 au 15 décembre 2006, la plupart des participants, issus aussi bien de l'administration publique que du secteur privé et de la société civile, ont été interrogés sur leur compréhension de la qualité de vie dans la région administrative de Labé, à savoir dans leurs cinq préfectures d'origine. Un questionnaire a été distribué et puis rempli par 32 participants, englobant 4 questions ouvertes et une appréciation générale quantifiée :

<sup>1</sup> Toutefois, on peut noter la création en mars 2004 du Ministère de l'Environnement au sein duquel on trouve la Direction Nationale du Contrôle de la Qualité de Vie (DNCQV).

- Quels sont, d'après vous, les principaux atouts (forces ou avantages comparatifs) de la vie à Labé (préfecture)?
- Quels sont, d'après vous, les principaux inconvénients (faiblesses) de la vie à Labé (préfecture) ?
- Pour améliorer la qualité de la vie à Labé (préfecture), quelles priorités politiques et ou économiques faut-il, d'après vous, fixer pour les années à venir ?
- Quels sont les principaux dangers (risques ou menaces) qui peuvent empêcher l'amélioration de la qualité de la vie à Labé (préfecture) dans les années à venir ?
- Sur l'échelle de **zéro** (pas de tout satisfaisante) à **100** (très satisfaisante) quelle est votre appréciation de la qualité de votre vie actuelle à Labé (préfecture) ?

Les préfectures suivantes ont été représentées : Koubia (5 participants), Labé (12), Lélouma (5), Mali (5) et Tougué (5). Parmi les participants il y avait 5 femmes. L'âge moyen des participants a été de 51 ans ; il a varié de 25 à 66 ans. En suivant les résultats de la présentation initiale des participants, deux tiers ont été engagés dans le secteur privé, à savoir dans la production de biens et/ou de services, et deux tiers ont occupé des postes dans la fonction publique. Ca veut dire qu'un tiers des participants a été engagé aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Le sondage a eu lieu lors d'une période « normale », c.-à-d. sans perturbations politiques ou sociales particulières, bien avant la grève générale et les événements tragiques du mois de janvier 2007.

Le dépouillement des questionnaires remplis a été réalisé à partir d'une compilation des mots-clés issus des réponses aux 4 questions ouvertes. En adoptant la méthodologie d'une étude similaire portant sur la qualité de vie dans les régions administratives du Canada,<sup>2</sup> les mot-clés ont été regroupés en trois milieux (physique, social et économique) et puis attribués aux facteurs d'influence spécifiques (5 facteurs par milieu). Ainsi, plus de 500 réponses ont été attribuées à 164 mot-clés, et ces derniers ont été regroupés en 15 facteurs. Les résultats du dépouillement des questionnaires sont présentés dans le tableau suivant.

**Tableau 1** *Fréquence des réponses attribuées aux facteurs d'influence sur la qualité de vie dans la région de Labé, Guinée*

Nr	Facteur	Atouts existants	Inconvénients	Priorités à l'avenir	Dangers à l'avenir	Total	%
1	Ress. nat., climat, sols	15	4	0	0	19	4%
2	Equilibre environnemental	1	1	0	17	19	4%
3	Localisation, accès	9	2	2	0	13	3%
4	Logements	2	0	1	0	3	1%
5	Sécurité, justice	0	2	4	10	16	3%
6	Culture, attitudes, mobilité	13	4	1	2	20	4%
7	Loisirs	1	0	1	0	2	0%
8	Démocratie, participation	1	0	4	7	12	2%
9	Education	0	5	5	2	12	2%
10	Santé	1	2	5	2	10	2%
11	Infrastructure, urbanisme	8	63	54	17	142	28%
12	Admin. publ., gouvernance	2	15	25	32	74	14%
13	Secteur privé, crédits	50	24	37	9	120	23%
14	Financement ext., projets	11	1	0	2	14	3%
15	Revenus, emploi, inflation	0	18	8	13	39	8%
	<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>141</b>	<b>147</b>	<b>113</b>	<b>515</b>	<b>100%</b>

Source : GTZ, Formation en DEL, sondage de 32 participants. Labé, décembre 2006

<sup>2</sup> Voir <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/peopleandsociety/QOL>

### ***Synthèse des résultats***

L'appréciation générale de la qualité de vie actuelle dans la région de Labé (voir question 5) a été de 43 en valeur moyenne. Cette appréciation varie selon les préfectures : Elle est plus élevée à Mali (58) et Labé (50) qu'à Lélouma (36), Tougué (30) et Koubia (29).

Selon nos définitions, les facteurs 1-5 (voir tableau ci-dessus) représentent le milieu physique, les facteurs 6-10 font partie du milieu social et les autres facteurs sont les composantes du milieu économique.

On note la dominance du milieu économique (facteurs 11-15) dans les perceptions des facteurs qui influent de manière positive ou négative sur la qualité de vie : 75% des réponses font référence aux facteurs économiques. Les milieux physique et social expliquent, de leur part, 15% et 10% de la qualité de vie, respectivement.

Les résultats de cette analyse des facteurs qui influent la qualité de vie sont présentés sous forme de graphique dans la page suivante.

Le facteur 11 (infrastructure, urbanisme), auquel presque un tiers des réponses (28%) ont été attribuées, peut être décomposé en plusieurs sous-facteurs, chacun avec sa contribution relative au total des réponses :

- Routes, stations d'essence (9%)
- Electricité (8%)
- Eau (6%)
- Téléphone, radio, Internet (5%)
- Schémas urbains, canalisation, salubrité des villes (1%)

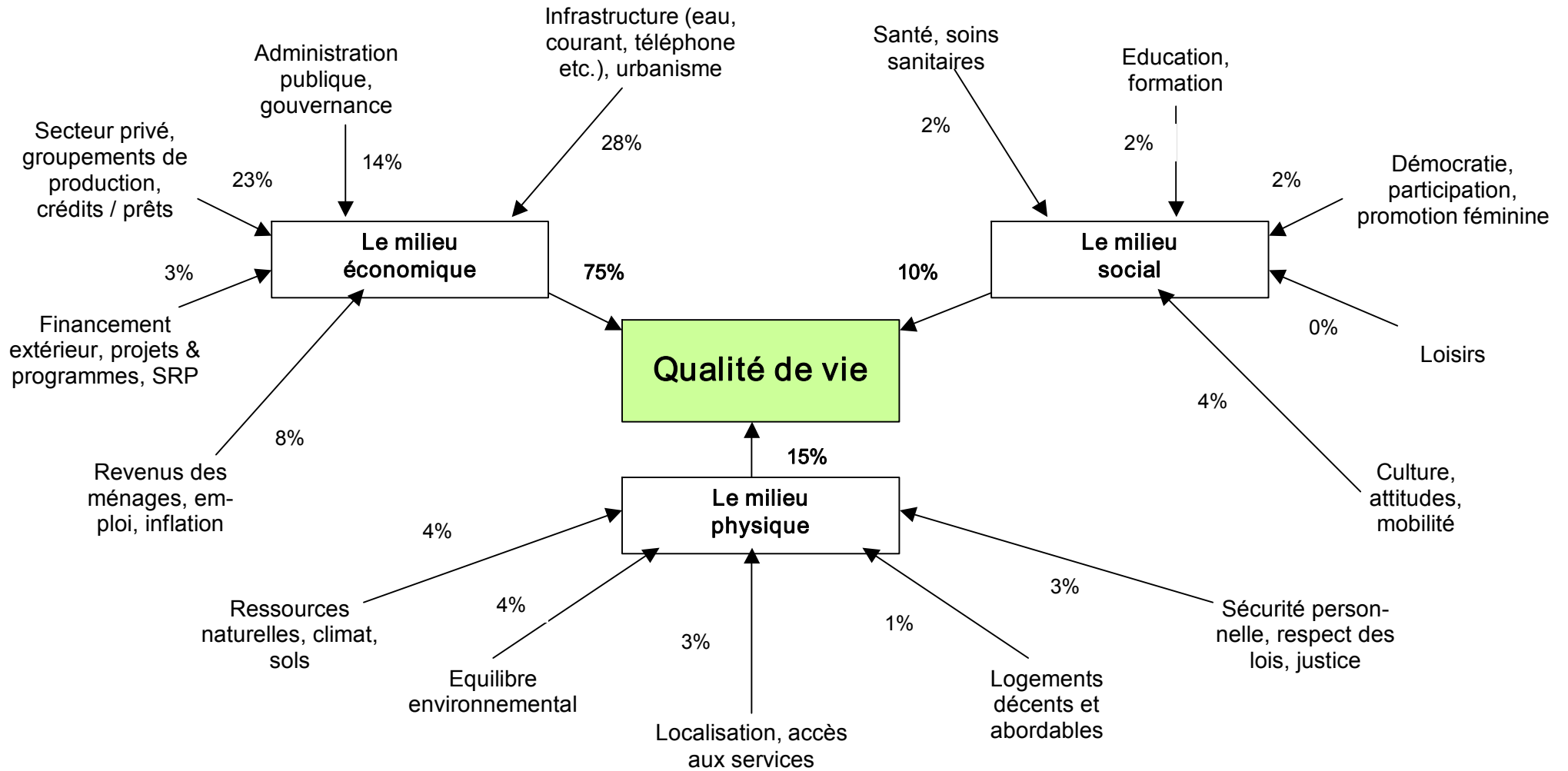
Le facteur 13 (secteur privé, crédits) explique, de son côté, presque un quart de la qualité de vie. Ce facteur aussi être décomposé en plusieurs sous-facteurs :

- Situation de l'agriculture (5%)
- Situation des entrepreneurs en général (5%)
- Situation de l'élevage (3%)
- Crédits, moyens de financement (2%)
- Hôtels, tourisme (2%)
- Associations, groupements (2%)

Quant à l'administration et à la gouvernance (facteur 12), il s'agit de références aux sous-facteurs suivants :

- Gouvernance en général (6%)
- Lutte contre la corruption (2%)
- SRP régionale (2%)
- Capacités humaines et physiques des services publics (2%)
- Entretien des biens publics (1%).

## Qualité de vie, milieux et facteurs déterminants



### *Conclusions préliminaires*

Il est évident qu'une amélioration sensible de la qualité de vie dans la région de Labé doit passer par le renforcement des infrastructures économiques (routes, électricité, eau, communication), la promotion du secteur privé, surtout dans l'agriculture et l'élevage, et la bonne gouvernance y compris la lutte contre la corruption. Cette conclusion souligne, entre autres, la pertinence de la SRP régionale de Labé, actualisée en 2006, dont les principaux axes reflètent parfaitement le poids relatif de ces facteurs déterminants clés de la qualité de vie.

Par contre, le poids relativement réduit d'autres facteurs généralement considérés comme essentiels, comme p.ex. l'éducation, la santé, la démocratie et la participation, peut nous animer à réfléchir davantage sur la pertinence des programmes et politiques de développement nationaux, régionaux et sectoriels par rapport aux besoins et aux perceptions des groupes cibles.

Toutefois, on ne veut pas cacher certaines faiblesses dans la méthodologie appliquée ici :

- Les participants de la formation, qui ont fourni les questionnaires remplis, ne sont qu'un petit groupe dont la représentativité par rapport à la population générale de la région peut être mise en question. La faible participation féminine peut expliquer, entre autres, le poids réduit de certains facteurs, par exemple, de l'éducation et la santé.
- Les facteurs d'influence, issus du dépouillement des questions ouvertes, ne sont pas clairement définis et ils sont parfois interdépendants. Lors que la gouvernance générale, p.ex., fait partie du facteur 12, la démocratie et la participation (facteur 8) sont traitées séparément. Donc, il serait bien de mieux délimiter les milieux, les facteurs et les sous-facteurs.

Sous l'hypothèse que les politiques de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie devraient être élaborées et mises en œuvre de manière complémentaire, il serait souhaitable d'approfondir davantage nos notions de la qualité de vie en Guinée et dans toutes ses régions administratives, et de les intégrer explicitement et précisément dans la prochaine SRP nationale, les stratégies régionales et les futurs programmes sectoriels. Ceci vaut aussi pour les composantes spécifiques de ces stratégies et politiques, p.ex. celle du Développement économique local (DEL) dans la région de Labé, en tant qu'élément clé de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté.

Janvier 2006